Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

258 | Avril-Juin 2012

Enjeux et moyens d'une foresterie paysanne contractualisée

Déforestation : rôles des institutions

Lala Razafy Fara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6568>

DOI : 10.4000/com.6568

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 191-212

ISBN : 978-2-86781-790-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Lala Razafy Fara, « Déforestation : rôles des institutions », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 258 | Avril-Juin 2012, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6568> ; DOI : 10.4000/com.6568

Déforestation : rôles des institutions

Lala¹ RAZAFY FARA

Les forêts naturelles de Madagascar, très riches en biodiversité, constituent entre autre une richesse scientifique du fait de leur évolution en vase clos. Au niveau international, l'île de Madagascar est ainsi connue pour cette richesse en biodiversité, mais malheureusement aussi par les menaces qui pèsent sur elle, entre autre la déforestation (Meyers *et al.*, 2000 ; Winterbottom, 2001). Étant donné que la population de Madagascar est encore à majorité rurale, son mode de vie est aussi basé sur l'exploitation des ressources naturelles. De ce fait, les forêts sont souvent sujettes à des pressions parfois démesurées, ne respectant pas ses capacités de résistance et de résilience. Pour contribuer à la résolution de ce problème, l'État, aidé par des scientifiques, a mis en place des systèmes de Gestion déléguée des ressources naturelles, au paradigme de la Loi 96-025 appelée communément Loi Gelose.

La Loi Gelose (GEstion LOcale SÉcurisée) autorise les Communautés de Base (CoBa) à assurer la Gestion des Ressources naturelles, dont la forêt, après avoir rempli certaines conditions exigées par la Loi elle-même. L'hypothèse générale pour son application est que la destruction des ressources naturelles, donc la déforestation, va s'arrêter, ou sera maîtrisée s'il y a une Communauté Locale responsabilisée qui s'implique dans leur gestion. Plusieurs institutions privées ou l'Agence d'Exécution de la Politique Générale de l'État, ont ainsi œuvré pour la mise en place de différents Transferts de Gestion des Ressources Naturelles, dont la forêt.

Cette étude conduite dans la région sud-ouest de Madagascar a pour objectif général d'analyser l'importance de la déforestation au sein d'une commune dans laquelle un ou des transferts de gestion (du genre Gelose) ont été effectués. L'étude essaie ainsi de corroborer ou de réfuter l'hypothèse

1. Enseignante Vacataire à l'Université d'Antananarivo, École Supérieure des Sciences Agronomiques, Département des Eaux et Forêts ; mail : faralala@live.com

sur l'arrêt ou la maîtrise de la déforestation avec la mise en place et/ou la mise en œuvre des transferts de gestion, à travers les analyses diachroniques de la dégradation de la forêt et des rôles et/ou implications des institutions promotrices de la Loi Gelose.

I – Approches méthodologiques

1 – Études bibliographiques et enquêtes informelles

Les études bibliographiques sont axées sur plusieurs aspects. En effet, plusieurs études ont déjà été conduites dans cette zone ayant trait à l'économie de la région, aux aspects sociaux de la vie des populations locales, aux transferts de gestion des ressources naturelles, etc. Dans cette étude, ces aspects sont pris en considération pour la préparation des enquêtes informelles sur terrain.

Les enquêtes informelles sur terrain sont hiérarchisées en fonction des différentes parties prenantes concernées par les transferts de gestion. Il s'agit des Institutions publiques, des Institutions privées, des Présidents des Communautés de base, et de quelques membres des Caba.

2 – Analyse diachronique des images satellites

Pour suivre l'évolution au sein de la commune concernée et des territoires délimités, des analyses diachroniques ont été effectuées à partir des images satellites LANDSAT 7 prises en 2000 et LANDSAT 5 prises en 2005². Ces images sont celles que la Conservation Internationale et l'US AID (*United States Agency for International Development*) ont utilisé pour conduire avec les partenaires malagasy des analyses de la déforestation au niveau national en 2006 (résultats sortis en 2007). Les caractéristiques de ces images sont données ci-après, de même que les améliorations qui ont été apportées pour leur exploitation.

Les images utilisées sont:

- deux scènes N° 160-075 en dates du 07 Août et du 09 Mai 2005 ;
- deux scènes N° 160-076 en dates du 23 Août 2005 et du 15 Janvier 2005.

2. Ces images ont été gracieusement mises à notre disposition par la Direction générale des Eaux et Forêts par le biais des membres de l'équipe, dont une représentante de l'ESSA Forêts, ayant fait les analyses pour l'ensemble de Madagascar. Nous tenons à remercier ici toutes ces personnes pour leur contribution dans les traitements des données.

Toutes ces images ont une résolution de 30 m x 30 m, et augmentée à 28,5 m x 28,5 m après des corrections géométriques. Ces images ont été traitées avec le logiciel de traitement d'image ERDAS 9.0.

Les différentes étapes pour les traitements des images après la correction géométrique sont :

- a - la définition proprement dite des images ;
- b - la combinaison deux à deux des images de 2000 et de 2005 pour obtenir une image à 12 canaux ;
- c - la définition des signatures spectrales pour les différentes classes. Cette étape concerne une programmation du logiciel pour qu'il puisse faire des analyses internes des paramètres statistiques (moyenne des classes, déviation standard, matrice de covariance, et corrélation des matrices) ;
- d - la classification des données. Lors de cette étape, le logiciel, en fonction des couleurs de chaque pixels regroupe les classes en catégories (forêt et non-forêt) ;
- e - l'évaluation et le raffinement. Au cours de cette étape, il faut évaluer si la classification effectuée a été bonne, sinon il faut reprendre les étapes (a) à (d) pour un ré-affinement jusqu'à obtention d'une classification acceptable.

L'approche utilisée pour ces traitements est la classification supervisée. Cette classification repose sur la connaissance préalable des différents types de couvertures (occupation des sols, et dans notre cas, le type de végétation) du milieu. Cette connaissance du milieu est introduite dans les étapes de classements que le logiciel va effectuer. Les analyses sont ensuite faites systématiquement par le logiciel et les résultats générés prennent en considération la classification supervisée. Le milieu correspondant est assimilé à une fenêtre, et le nombre de fenêtres à analyser peut augmenter en fonction de la connaissance du terrain. Pour le cas de cette étude, la classification ne comprend que les forêts et les non forêts étant donné que le thème principal de l'étude est le suivi de la déforestation.

Le résultat des classifications des images combinées de 2000 et de 2005 a ensuite permis de dégager des superficies ayant eu des forêts en 2000 et dénudées en 2005 (couleur rouge sur les cartes). Ces superficies dénudées correspondent ainsi à la déforestation en cinq ans. La déforestation annuelle utilisée dans les résultats correspond à la répartition égale (division par cinq) de la déforestation entre ces deux dates.

3 – Limites des méthodes utilisées

a – Pour les enquêtes informelles

Les enquêtes ont été conduites par une équipe pluridisciplinaire. Bien que l'approche adoptée soit informelle, chaque membre de l'équipe a dû

discuter avec les mêmes personnes ressources. Les personnes interviewées se sont lassées quelquefois de discuter des mêmes problèmes, même vus sous un autre angle. Leurs réponses ont dû ainsi être prises avec précaution. Les discussions avec les autres membres de l'équipe ont pourtant été prises en considération, car elles sont d'une importance capitale pour expliquer les causes de la déforestation.

b – Pour l'utilisation des images satellites

Les images satellites utilisées ont une bonne résolution (28,5 m x 28,5 m). Elles présentent toutefois des limites du fait que les superficies des terrains dénudés à l'intérieur des forêts observées sur le terrain sont parfois de l'ordre de 100 m². De plus, la connaissance préalable du terrain a conduit à l'utilisation de l'approche par classification supervisée. Cette classification a comme inconvénient que le logiciel assemble tous les *clusters* voisins ayant une taille inférieure à la taille d'un pixel (25 m x 25 m) et n'ayant pas de caractéristiques très distinctes.

Pour une étude plus poussée, l'utilisation de photographies aériennes avec une échelle adéquate (1/20 000) aurait été préférable. Mais, les photographies aériennes disponibles au FTM (*Foiben-Taosaritanin'i Madagasikara*) ou l'Institut Géodésique de Madagascar datent d'avant 1972 et même de 1956 (car les photographies étaient celles utilisées généralement pour l'élaboration de l'ensemble des cartes topographiques de Madagascar au 1/100 000). Si l'on avait voulu des photos aériennes récentes, il aurait fallu commander de nouvelles prises de vue. Le coût de l'opération est alors très élevé et le budget disponible pour cette recherche n'avait prévu ni l'achat de photographies aériennes, ni celui d'images satellites (d'où l'utilisation des images mises à notre disposition).

II – Les communes et la déforestation, les institutions promotrices de la gestion des ressources naturelles

1 – Les Communes et Cobra³ étudiées

Les Communes étudiées sont celles répondant aux critères suivants :

- où des recherches sur les déforestation et politiques économiques ont déjà été conduites en 1999 ;
- où des transferts de gestion Gélase ont eu lieu, ou du moins où les différentes étapes pour la mise en place d'un transfert de gestion ont été

3. Cobra : Communauté de Base. Ce sont des associations créées par les populations locales ayant le pouvoir de demander le transfert de la gestion légalisée des ressources naturelles auprès de l'État.

engagées sans qu'il y ait eu officialisation (signature des contrats) des transferts. Ces étapes sont : la structuration de la Coba en association pour gérer la forêt, la délimitation de la forêt à gérer, la finalisation des inventaires de la forêt aboutissant à l'élaboration d'un plan d'aménagement et de gestion simplifié du milieu, le dépôt d'une demande de transfert auprès du Service concerné ;

- où des documents sur les délimitations des forêts transférées sont disponibles.

Les limites physiques des Communes utilisées sont celles de la base de données 500 de FTM.

a – Commune d' Ambohimahavelona : Coba de Mahaleotsy

Les analyses diachroniques de la déforestation, à partir des images satellites, sont exprimées dans la figure 1. Cette carte montre l'aspect général de la déforestation au sein de la Commune et dans la partie où il y a eu un transfert de gestion des ressources naturelles.

La carte fenêtre montre les limites des parcelles de forêt transférées. Ces limites ont été relevées à partir des documents déposés auprès de l'institution promotrice du transfert de gestion. Elle montre bien, à partir de la carte mère 1 (triangle en violet), que les limites des parcelles sont incluses dans 2 Communes : Ambohimahavelona et Tongobory.

Les Coba gestionnaires de la forêt dans la Commune de Tongobory n'ont pas voulu que l'équipe visite leur forêt. La délimitation des espaces dont la gestion a été confiée aux Coba n'a pas pu se faire sur le terrain. De même, l'équipe n'a pas pu accéder aux documents officiels de transferts ni du côté des Coba, ni du côté de l'institution responsable, ni de celui du Service étatique. Pour la sécurité des membres de l'équipe, la forêt gérée par la Coba de Tongobory n'a pas été visitée.

Pour la Commune d'Ambohimahavelona, les données de la figure 1, exprimées en chiffres, sont résumées dans le tableau 1.

Classes d'occupation du sol	Superficie (en ha)
Forêt	32 057,23
Espace ouvert	40 645,32
Plan d'eau	861,47
Déforestation	10 642,34
Total	84 206,36

Tableau 1 – Occupation du sol et déforestation dans la Commune d'Ambohimahavelona

Pour l’ensemble de la Commune, la superficie des forêts converties en cinq ans est de 10 642,34 ha, ce qui représente environ 2 128 ha de forêt détruites annuellement. En ne regardant que les parcelles dont les gestions ont été transférées aux Coba, la déforestation enregistrée n’est plus que de 1 ha en cinq ans (soit 0,2 ha annuellement).

Ces données et celles des autres Communes doivent toujours tenir compte du fait que la résolution des images est de 28,5 m x 28,5 m. En deçà de cette superficie, les déforestations ne sont pas décelables.

Lors des travaux sur le terrain (en 2006), il a pourtant été constaté l’existence d’autres pressions sur la forêt, dont les vols de bois par les exploitations minières illicites. Ces exploitants se sont installés sur les rives à l’opposé du village d’Ambohimahavelona et, pour s’approvisionner en bois, ils viennent puiser dans la forêt gérée par les Coba. Le Comité de gestion a assumé sa responsabilité en essayant d’avertir les délinquants. Ces derniers ont pourtant continué à prélever du bois car ils savent que, dans la pratique, seuls les agents du Service forestier et de la Gendarmerie peuvent les verbaliser officiellement.

b – Commune d’Andranolava : Coba de Ranotsara

Les analyses diachroniques de la déforestation, à partir des images satellites, sont exprimées dans la figure 2. Elle montre l’aspect général de la déforestation au sein de la Commune et dans la partie où il y a eu transfert de gestion des ressources naturelles.

La carte fenêtre présente les limites des parcelles de forêt transférées. Ces limites ont été relevées directement sur le terrain à partir des indications données par les paysans. Les documents disponibles n’ont pas permis de voir si elles se recoupent vraiment. Néanmoins, les parcelles délimitées sur le terrain, ont servi de base aux analyses. Les données reportées dans la figure 2 sont chiffrées dans le tableau 2.

Classes d’occupation du sol	Superficie (en ha)
Forêt	15 985,81
Espace ouvert	5 6476,67
Plan d’eau	47,84
Déforestation	45,73
Total	72 556,05

Tableau 2 – Occupation du sol et déforestation dans la Commune d’Andranolava

Pour l'ensemble de la Commune, la superficie des forêts converties en cinq ans est assez faible : 45,73 ha, ce qui représente une superficie moyenne détruite annuellement de 9,14 ha. En ne regardant que la carte fenêtre où se trouvent les parcelles sous transferts de gestion Gelose, la déforestation enregistrée n'est que de 1 ha en cinq ans (soit 0,2 ha annuellement).

Les vérifications sur le terrain en juillet 2006 ont pourtant montré de nombreuses parcelles dispersées, brûlées, de superficie restreinte d'environ 10 m x 10 m chacune. Les membres de la Cobra gestionnaire de la forêt ont avancé que ces parcelles brûlées étaient l'œuvre des *dahalo* (voleurs de bœufs). Les voleurs brûlent les forêts au cours de leur fuite pour décourager les populations locales à les suivre et pour effacer leurs traces.

c – Commune Ankazoabo : Cobra d'Andasy Morafeno (Ampoza)

Les analyses diachroniques de la déforestation, à partir des images satellites, sont exprimées dans la figure 3. Cette carte montre l'aspect général de la déforestation au sein de la Commune et dans la partie où il y a eu transfert de gestion des ressources naturelles.

La carte fenêtre présente les limites des parcelles de forêt dont la gestion est à transférer à la Cobra. Il est à noter que l'officialisation des transferts de gestion des forêts à la Cobra d'Andasy Marofoza, n'est pas encore effective par suite de conflits internes entre ses membres.

Les limites des forêts à transférer ont été relevées directement sur le terrain. Elles ont ensuite été recoupées avec les données des documents disponibles, non encore officialisées. Les données de la figure 3 sont exprimées en chiffres dans le tableau 3.

Classes d'occupation du sol	Superficie (en ha)
Forêt	46 414,16
Espace ouvert	128 446,96
Plan d'eau	355,44
Déforestation	322,95
Total	175 539,51

Tableau 3 – Occupation du sol et déforestation entre 2000 et 2005 dans la Commune d'Ankazoabo

Pour l'ensemble de la Commune, la déforestation enregistrée en cinq ans est de 322,95 ha. La superficie de forêt convertie annuellement est ainsi de 64,5 ha. Dans les parcelles sous procédure Gelose, il n'y a pas eu de déforestation enregistrée.

Les recoupements sur le terrain en juillet 2006 ont pourtant montré que l'ensemble de la forêt est très dégradé. De nombreux prélèvements illicites ont été constatés *de visu*, et les membres de la Cobra les ont reconnus sans faire de commentaires. Les superficies de prélèvement ne dépassent pourtant pas, pour chaque dégradation, la taille des résolutions des images de 28,5m x 28,5 m ; elles n'ont pas ainsi pu être décelées dans les images satellite.

Des conflits entre les membres des Cobra sont aussi notés. La coexistence de deux groupes ethniques à deux mœurs différentes ne facilite pas le règlement des conflits. En effet, les deux ethnies qui y cohabitent sont les Bara et les Antandroy. Les Bara sont plutôt des pasteurs, donc plutôt conservateurs de la forêt, et les Antandroy agriculteurs éleveurs de caprins et ovins ; ces éleveurs ont souvent tendance à détruire la forêt pour laisser place aux pâturages. L'insécurité qui règne à cause de ces conflits internes a pu être décelée lors des visites sur terrain, car notre guide était armé⁴.

d – Commune Sakaraha : Cobra d'Ampandra

Les analyses diachroniques de la déforestation, à partir des images satellites, sont exprimées dans la figure 4. La carte permet d'apprécier l'ampleur de la déforestation dans cette Commune, et dans la partie où il y a eu transfert de gestion des ressources naturelles.

Les deux cartes fenêtres présentent les limites des parcelles de forêt transférées d'après les documents consultés. Sur la figure 4, les limites relevées directement sur le terrain sont indiquées et recoupées avec les données des documents disponibles. Il a été constaté que les limites des deux parcelles délimitées sur la figure se superposent et se juxtaposent même. Les limites dans les documents de transfert de gestion Gelose sont plus ou moins distinctes, mais les visites sur le terrain avec les Cobra ont montré qu'il y a encore des confusions sur les limites avancées. Lors des calculs de déforestation, ces anomalies n'ont pas été prises en compte. En effet, l'objectif de l'étude était de voir, entre autre, les déforestations dans ces parcelles dont les gestions ont été transférées aux Cobra.

4. Le guide ayant accompagné les membres de l'équipe portait un fusil, lequel, d'après lui, lui était nécessaire pour se protéger contre les Antandroy. Ces derniers viennent en forêt pour les brûler et sont prêts à se battre contre les Bara avec des armes blanches. Les Bara se promènent ainsi avec des fusils pour les dissuader de se battre avec eux.

Les données de la figure 4 sont exprimées en chiffres dans le tableau 4.

Classes d'occupation du sol	Superficie (en ha)
Forêt	26 618,50
Espace ouvert	74 406,10
Plan d'eau	36,96
Déforestation	189,58
Total	101 251,14

**Tableau 4 – Occupation du sol et déforestation entre 2000 et 2005
dans la Commune de Sakaraha**

Pour l'ensemble de la Commune, la déforestation enregistrée en cinq ans est de 189,58 ha. La superficie de forêt convertie annuellement est ainsi de 38 ha. Dans les parcelles sous transfert de gestion Gelose, la déforestation enregistrée en cinq ans est de 3,01 ha (soit 0,6 ha/an).

Les recoupements sur le terrain en juillet 2006 ont permis de relever que de nombreux bois sortent de la forêt, et de ce fait, de nombreuses parties des forêts sont très dégradées. Les membres de la Cobra ont reconnu que des problèmes de gestion (conflits de pouvoir) se posent avec les Services de l'Environnement et des Eaux et Forêts. Ce dernier autorise encore des permis d'exploitation dans les forêts gérées par les Cobra. Les agissements du Service forestier signifient ainsi qu'il n'y a pas eu de reconnaissance effective des pouvoirs des Cobra.

Comme dans les autres constats des Communes, les superficies des prélèvements illicites ne dépassent pas la taille des résolutions des images satellites. Les dégradations des forêts causées par ces prélèvements ne sont pas décelables à l'échelle des images satellites.

e – Commune Vineta

Les analyses diachroniques de la déforestation, à partir des images satellites, sont exprimées sur la figure 5. Cette carte montre l'aspect général de la déforestation au sein de la Commune et dans la partie où il y a eu transfert de la gestion des ressources naturelles.

La carte fenêtre présente les limites des parcelles de forêt transférées. Ces limites ont été relevées directement sur le terrain, et recoupées avec les données des documents disponibles. Les données de cette figure 5 sont exprimées en chiffres.

Classes d'occupation du sol	Superficie (en ha)
Forêt	7 114,58
Espace ouvert	22 489,59
Plan d'eau	0,16
Déforestation	436,18
Total	30 040,51

Tableau 5 – Évolution de la déforestation entre 2000 et 2005 dans la Commune Vineta

Pour l'ensemble de la Commune, la déforestation enregistrée en cinq ans est de 436,18 ha. La superficie de forêt convertie annuellement est assez conséquente : 87,23 ha. Pourtant dans les parcelles sous transfert de gestion Gelose, la déforestation enregistrée en cinq ans n'est que de 1 ha (soit 0,2 ha/an).

Les recoupements sur le terrain en juillet 2006 n'ont pas montré beaucoup de dégradations de forêts. Ces forêts sont surtout utilisées pour faire paître le bétail et donc de lieu de rassemblement et de cachette en cas d'attaque des *dahalo* (voleurs de bœufs).

2 – Les institutions promotrices de la gestion des ressources naturelles

a – Les institutions étatiques

Les Institutions étatiques sont formées par les Services décentralisés de l'État : la Direction Interrégionale de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DGEF), la Circonscription de l'Environnement et des Eaux et Forêts, et Le Cantonnement de l'Environnement et des Eaux et Forêts. Les rôles respectifs de ces institutions sont définis par les Lois en vigueur. En bref, ces rôles se limitent aux encadrements techniques et aux suivis-évaluations de l'application des plans d'aménagement des lots transférés.

b – Les institutions privées et autres

La Loi permet à des Institutions privées, du genre Organisme ou Organisation non Gouvernemental, International ou Local, à promouvoir des transferts de gestion des ressources naturelles. Les politiques de l'État en matière de transferts de gestion sont définies et par des Lois, et par le Programme Environnemental (actuellement Madagascar en est à sa phase III). Compte tenu des superficies forestières restantes (12 millions ha⁵), des statuts de protections de ces forêts, et du remplissage de certains critères dont

5. Ces données sont celles publiées officiellement par la DGEF lors de la présentation des résultats des Inventaires Forestiers Ecologiques 1 (IEFN1) en 2005.

l'existence des forêts à gérer, de la Coba et de sa manifestation d'intérêt à gérer les lots demandés, etc., les institutions sont libres de promouvoir la mise en place de ces transferts de gestion.

Pour une responsabilisation des Coba et pour leur indépendance, les Lois en vigueur pour le transfert de gestion Gelose ne contraignent pas les institutions à accompagner ou non les Coba pendant une période déterminée. Dans les cas des transferts de gestion ayant fait l'objet de cette étude, bon nombre des institutions n'étaient plus présentes sur le terrain et/ou n'engageaient plus aucune action pour accompagner les Coba.

III – Dilemme de l'arrêt de la déforestation sous condition de transfert de gestion

1 – Durée d'application des transferts dans chaque Commune

Dans la Loi Gelose, selon l'Article 39, l'agrément des transferts de gestion a une durée de trois ans au terme de laquelle il sera procédé par l'autorité administrative compétente à l'évaluation des résultats de la gestion locale consentie à la Communauté de base (Coba). Selon les critères des choix des Communes étudiées, chaque Coba devait ainsi déjà déposer sa demande de transfert dès 1998. Toutefois, il a été remarqué que les documents de transferts de gestion officiels n'ont été signés qu'à partir de l'année 2000. Ceci est dû à différentes raisons dont les attentes pour les traitements et les vérifications des contenus de chaque dossier.

Il faut aussi remarqué que l'autorité administrative compétente n'a pas encore (au moment des travaux d'enquêtes sur le terrain en juillet 2005) procédé à l'évaluation des résultats de la gestion locale. Toutefois, toutes les demandes d'agrément des dossiers de transfert ont maintenant (juillet 2005) trois ans et/ou même plus.

Dans la mesure où les institutions promotrices des transferts de gestion se sont déjà retirées de l'encadrement des Coba, ou n'ont pas les moyens de le faire, il est certain que l'État aura du mal à assumer à lui seul l'évaluation de ces transferts. De plus, ces institutions pensent qu'après avoir donné aux Coba toutes les formations nécessaires (gestion d'association, gestion des forêts, sensibilisation sur les intérêts de gérer durablement les forêts, respect et application des *dina* - conventions sociales, etc.) que les Coba sont assez matures pour travailler ou marcher seules.

De son côté, l'État avec tous les transferts effectués à Madagascar se trouve débordé pour faire leur évaluation. Et, encore, avec le peu de moyens qu'il a, il ne pourrait même pas assurer les moyens (matériels et financiers) de ses agents pour effectuer les évaluations en vue de l'extension, ou non, des contrats de gestion.

2 – Les transferts de gestion ont-ils contribué à freiner la déforestation ?

À partir des analyses diachroniques effectuées dans le cadre de cette étude, il peut être avancé que là où il y a eu des transferts de gestion, les déforestations sont moindres voire absentes dans certaines localités (Commune d'Ankazoabo). Il a pourtant été constaté que la dégradation des forêts a continué. Les dégâts laissés par des exploitations illicites ou des forêts brûlées n'ont pas tout simplement été détectés sur les images satellites à cause de leur taille (inférieure à la résolution).

Les discussions avec les présidents et membres des Cobra sur le terrain ont aussi révélé bon nombre de problèmes qui ne sont pas décelables à partir des images satellites. Ces problèmes seront évoqués dans le sous chapitre suivant. Mais déjà de nombreux articles, tirés des recherches conduites dans cette zone, les ont spécifié (Ranaivoson et Casse, 2003 ; Ranaivoson, 1999).

3 – Déforestation cachée: conflits d'intérêt ou de pouvoir?

Le premier constat fait à partir des analyses de l'évolution de la déforestation amène à statuer que les transferts de gestion dans la majorité des cas ont freiné cette déforestation ou perte de la forêt. Toutefois, même si les valeurs enregistrées sont, dans la plupart des cas, faibles (inférieures à 1 ha annuellement), l'existence de la dégradation des forêts malgré l'application des plans d'aménagement élaborés ne peut être niée. De plus, sans vouloir s'étendre sur cet aspect, les conflits d'intérêts ou de pouvoir entre les Cobra et les Services étatiques sont souvent à l'origine de ces déforestations cachées.

Dans le cas des Cobra d'Ampanandra et d'Andranolava, leurs autorités ne sont pas reconnues par les services étatiques. De ce fait des exploitants ayant en bonne et due forme des permis d'exploitation opèrent dans les forêts gérées par les Cobra. Face à ce genre de problème, les Cobra se sentent inutiles et impuissantes pour faire valoir leurs droits et autorité. Cette situation entraîne ainsi une démotivation de ces Cobra à assumer leur responsabilité, et même en cas de forêt qui brûle, personne ne veut perdre son temps pour une ressource dont la gestion leur échappe encore.

Étant donné l'importance de la valeur de la biodiversité à Madagascar, les différents acteurs se concertent souvent pour une bonne synergie de leurs actions. Point n'est besoin de démontrer que les actions de ces différents acteurs sont dictées par leurs objectifs. En général, ces derniers concourent toujours à une gestion durable des ressources naturelles et donc à une déforestation évitée. L'atteinte de ces objectifs devient ainsi le leitmotiv des acteurs sans trop penser aux effets que leurs actions auraient sur la déforestation (Razafy Fara, 2004).

Il apparaît ainsi à travers les analyses diachroniques effectuées, les enquêtes et les vérifications sur le terrain que la déforestation ne peut pas être annulée par de simples transferts de gestion des forêts. Différentes sortes de conflits (de pouvoir, économiques, sociaux) influencent souvent l'évolution de la déforestation qui apparaît alors sous sa face cachée. Au niveau de l'État, la technocratie n'a jamais accepté le partage de pouvoir. Une clarification des rôles de chacun s'avère-t-il ainsi nécessaire à l'heure où tout le monde semble concourir pour atteindre le même objectif : freiner la déforestation ?

IV – Jusqu'où la présence institutionnelle est-elle indispensable?

Dans la mesure où les responsabilités et les rôles des Cobra gestionnaires des forêts ne sont pas clairement définis et acceptés par tous, les transferts de gestion des ressources naturelles ne seront justes qu'un outil pour cacher la vraie face de la destruction ou de la perte des forêts. De plus, face à des problèmes relationnels avec l'État, les Cobra sans la présence des institutions promotrices des transferts se sentent désarmés pour faire valoir leurs droits (voir les articles de Samisoa, 2007, et de Ranaivoson, 2007). Cela amènera-t-il à conclure que pour la réussite des transferts, les activités de soutien doivent être appliquées à long terme (pour ne pas dire à pérenniser) ?

Eu égard aux efforts déjà faits par les institutions promotrices des transferts de gestion (prodiguer aux Cobra des formations de différentes sortes ayant pour objectifs de développer leur capacité de gestion), la réflexion porte maintenant sur : comment rendre effectivement autonomes et responsables les Cobra ? Dans la plupart des cas, à Madagascar, il a été constaté l'existence d'un fort taux d'analphabétisme au sein des membres des Cobra. Généralement, seuls les membres des bureaux ont pu accéder à une scolarisation correcte leur permettant de lire et de bien comprendre le contenu des plans d'aménagement, des *dina* et des cahiers des charges. Avec seulement trois années de droits de gestion et sans la présence d'une institution pour les épauler, les Cobra ne sont

pas encore assez autonomes pour faire face aux rouages de l'administration. En comparant les études faites par les concepteurs des Lois et des plans d'aménagement rationnels et durables, il semble encore très prématuré de dire que l'autonomisation des Coba ou leur responsabilisation soit effective. Des exceptions pourront pourtant être faites dans le cas où les transferts de gestion seraient seulement effectués dans le cadre de la conservation stricte. Toutefois, cette assertion est encore discutable.

Il serait ainsi temps de revoir le contenu de ces Lois lesquelles pèchent sûrement dans leurs conceptions. Le nombre de transferts de gestion mis en place ne devront plus ainsi être compris comme des objectifs à part pour combattre la déforestation. Certaines obligations devront ainsi être requises aux institutions voulant promouvoir les transferts de gestion des ressources naturelles. Une de ces obligations serait la nécessité d'accompagner les Coba pendant un certain temps, du moins jusqu'à la sortie de la première évaluation exigée par la Loi. De plus, si l'évaluation conclut que les capacités des Coba laissent encore à désirer, les institutions promotrices devront être obligées de les accompagner pour le renforcement de leur capacité, pour une meilleure gestion des ressources. De plus, l'État devrait agir en vue de rendre effective la décentralisation du pouvoir et la délégation de la gestion des ressources aux Coba. Les agissements de l'État dans ce sens permettront aux différentes parties prenantes (même les exploitants) de reconnaître le pouvoir effectif des Coba, et également permettront aux COBA d'assumer leurs responsabilités et de reprendre confiance en elles-mêmes pour éviter les déforestations réelles.

*

Des analyses diachroniques, obtenues à partir de l'étude d'images satellites au niveau de cinq Communes, ont montré que les transferts de gestion ont contribué à freiner la déforestation. Le terme de déforestation dans son sens stricte signifie une conversion totale de la forêt en une toute autre utilisation (champ de culture, pâturage, terrain nu). La superficie annuelle déforestée dans les forêts où il y a des transferts de gestion dans les différentes communes peut aller jusqu'à plus de 2 000 ha (Commune d'Ambohimahavelona) quand la cohésion sociale manque et que l'absence des institutions promotrices des transferts se fait ressentir. Dans les parcelles de forêt sous gestion des Coba, pourtant, cette déforestation annuelle est très faible (inférieure à 1 ha).

La qualité des images n'a pourtant pas permis de porter les analyses en deçà d'une superficie d'environ 810 m². Toutefois, les recoupements sur le terrain ont permis d'avancer que des petites parcelles de 100 m² et même plus sont brûlées ou converties en zone de pâturage tous les ans. Les causes en sont diverses, mais les plus flagrantes sont les conflits d'intérêts ou de pouvoir

entre le Service étatique et les Cobra, et, l'absence d'institutions promotrices des transferts pour soutenir les Cobra dans leurs actions.

À partir des différentes observations et des enquêtes informelles conduites sur le terrain, il a été constaté que les Cobra ne sont pas encore prêtes à assumer seules toutes les responsabilités qui leur incombent. L'État, bien que représenté par les Services décentralisés, a du mal à assurer sans partialité ses encadrements techniques à cause des problèmes courants tel que le manque de moyens matériels et financiers. Il est évident que pour pallier ce problème, les agents de l'État fonctionnent la plupart des temps sous financement d'institutions privées promotrices des transferts de gestion.

Des réflexions au niveau national seront souhaitables pour clarifier la situation actuelle de tous ces transferts de gestion engagés. Ces réflexions aideront à comprendre les situations des autres transferts dans d'autres localités pour en tirer des leçons apprises pouvant être partagées entre Cobra ou entre institutions promotrices de transferts de gestion.

Bibliographie

Casse T., Milhoj A., Ranaivoson J.R.S. et. Randriamanarivo J.R., 2004 - Causes of deforestation in southwestern Madagascar: what do we know? *Forest Policy and Economics*, vol. 6, n° 1, p. 33-48

Myers N., Mittermeier R.A., Mittermeier C.G., Da Fonseca G.A.B. et Kent J., 2000 - Biodiversity hotspots for conservation priorities. *Nature*, vol. 40, p. 853-858.

Ranaivoson J.R.S., 1999 - Land tenure and Deforestation on the plateau of Vineta. In : *Workshop of restitution DESPAM/GEREM*.

—, 2007 - *Gestion Communautaire et Foncier Forestier: Cas du Sud Ouest de Madagascar*.

Razafy Fara L., 2004 - Les intérêts des différents acteurs dans la gestion des ressources forestières. Étude de cas dans la région de Beforona, Est de Madagascar. *Journal Forestier Suisse*, Zurich, Vol 155, Mars-April, p. 89-96.

Samisoa, 2007 - *Stratégies d'organisation paysanne dans le Sud-Ouest de Madagascar face à un outil de gestion: la Gestion Locale Sécurisée*.

Winterbottom B., 2001 - *Réflexions sur l'amélioration de la gestion des ressources forestières à Madagascar*. Antananarivo : USAID (United States Agency for International Development) – Madagascar, 24 p.

Résumé

Une étude diachronique de la déforestation, entre 2000 et 2005, a été effectuée dans cinq Communes du Sud-Ouest de Madagascar. Les intensités de la déforestation sont liées aux modes de vie de la population locale, et à la présence d'une Communauté de Base (Coba) gestionnaire d'un espace forestier délimité à l'intérieur. L'étude a montré que toutes les Communes ont enregistré une déforestation ; que le taux de déforestation enregistré au sein des parcelles transférées varie suivant plusieurs facteurs : institutionnel, cohésion entre les membres, économique-politique, etc.

Trois ans de présence institutionnelle avec les Coba ne sont pas suffisants pour bien les encadrer. En tenant compte des niveaux intellectuels des membres des Coba, la transmission des formations en matière de bonne gestion des ressources naturelles doit se faire avec beaucoup de répétitions (en moyenne deux fois par an dont l'une se fera sous forme de suivi-évaluation). Eu égard au mode de vie de la population locale (dépendant des ressources naturelles et exclusivement basé sur l'agriculture et l'élevage), des alternatives aux exploitations directes des ressources forestières doivent être développées ensemble.

Les confiances mutuelles et les cessions des responsabilités données aux Coba doivent être appréciées à leur juste valeur. La technocratie persiste et perturbe les prises de responsabilité au niveau des Coba. Cela nécessiterait une clarification des rôles des Services étatiques. Pour le moment, à cause des manques de moyens classiques des Services étatiques décentralisés, ils ne peuvent fonctionner que sur un financement des institutions privées ou sur un financement par des « exploitants illicites ». Ces exploitants illicites sont en fait le résultat de la non acceptation des pouvoirs des Coba à différents niveaux. En effet, les travaux sur le terrain ont montré que ces « exploitants illicites » ont reçu des autorisations émanant non des Coba gestionnaires de la forêt mais des Services étatiques à des niveaux supérieurs (Cantonement et/ou Circonscription des Eaux et Forêts).

Différents conflits socio-économiques sont ainsi générés par ces conflits technico-politiques et économiques. À part les Ressources naturelles qui en souffrent, les Coba à leur niveau restent souvent des victimes. En effet, elles restent des spectatrices dans la mesure où elles ne tirent pas directement des profits économiques de la gestion des ressources naturelles, et elles risquent de voir les contrats de gestion des ressources non renouvelés à cause des non respects des clauses des cahiers des charges.

MOTS-CLÉS : Madagascar, État, Institution, organisation non gouvernementale, déforestation, Communauté de base, conflit de pouvoir.

Abstract

Deforestation in South-Western Madagascar : the institutional structures

A diachronic study of deforestation between 2000 and 2005 was conducted in five municipalities in South-West Madagascar. The severity of deforestation is related to the lifestyles of the local population, and to the presence of a grassroots community

manager of a forest area in that community. It showed that all municipalities recorded deforestation, and the rate of deforestation recorded in transferred plots varied according to several factors: institutional, unity among the members, economics and politics, etc.

Three years of institutional presence with the Grassroots Communities (GC) are not sufficient to properly guide them. Taking into account the learning capacity of the members of the GC, the delivery of training in proper management of natural resources must be done on a repeated basis (on average twice a year, one of which should be in follow-up/evaluation format). Given the lifestyle of the local population (natural resources-dependent and exclusively based on agriculture and livestock) alternatives to direct exploitation of forest resources must be developed together.

The mutual trust and the transfer of responsibilities to the GCs should be given their due respect. The continued influence of other administrative structures hinders the GCs from taking on responsibility at their level. This necessitates a clarification of the role of State Agencies. For the moment, due to the lack of resources in the decentralized State Agencies, GCs can only work with private funding or with financing from «illegal operators». These illegal operators are in fact the result of the rejection of the authority of the GCs at various levels. Indeed, the workers in the field note that these “illegal operators” have received licenses not from GC managers of the forest but from State Agencies at higher levels (Rural District of Water, Forests and/or District of Water and Forests).

Various social-economic conflicts have been thus generated by these administrative and economic conflicts. Apart from the natural resources that suffer as a result, the GCs likewise are often the victims. Indeed, they remain spectators to the extent that they do not directly derive the economic benefits from the management of the natural resources, and they may see their resource management contracts not being renewed because of non-compliance with clauses in contracts.

KEYWORDS : Madagascar, Government, Institution, Non Governmental Organization, deforestation, Grassroots communities, power conflicts.

Figure 1 – Évolution de la déforestation entre 2000 et 2005 dans la Commune d'Ambohimahavelona

Figure 2 – Évolution de la déforestation entre 2000 et 2005
dans la Commune d’Andranolava

Figure 3 – Evolution de la déforestation entre 2000 et 2005 dans la Commune d’Ankazoabo

Figure 4 – Évolution de la déforestation entre 2000 et 2005 dans la Commune de Sakaraha

Figure 5 – Évolution de la déforestation entre 2000 et 2005 dans la Commune Vineta